



A Buea, capitale du Sud-Ouest, l'une des deux régions anglophones du pays, la distribution du matériel électoral avant l'ouverture des bureaux s'est faite sous haute protection de l'armée.

A 08H00, il n'y avait presque que des militaires et policiers dans les rues et la plupart des habitations étaient closes, a constaté une équipe de journalistes de l'AFP. -

Tribunal incendié

Dans cette même région, "des hommes armés ont incendié (dans la nuit de samedi à dimanche) un tribunal à Kumba. On les suspecte d'être des Ambazoniens" (combattants séparatistes), selon un témoin, information confirmée par un autre habitant de la ville.

Dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, l'autre région anglophone du Cameroun, la guerre s'est installée depuis fin 2017, après plus d'un an de crise socio-politique qui a lentement dégénéré en conflit armé.

Des centaines de séparatistes armés, regroupés en groupes épars dans la forêt équatoriale, combattent désormais violemment et quotidiennement l'armée camerounaise. Ils ont promis la "guerre" le jour de la présidentielle de dimanche, menaçant de s'en prendre aux électeurs qui

iraient voter.

Des policiers devant le bureau de vote de Yaoundé où doit voter le président camerounais Paul Biya, candidat à un 7e mandat consécutif,

Dans la région de l'Extrême-Nord, l'armée est également déployée pour combattre les jihadistes de Boko Haram qui lancent des assauts répétés depuis 2014 sur les populations camerounaises, Quelque 6,5 millions d'électeurs - sur 25 millions d'habitants - sont appelés à voter jusqu'à 18H00 (17H00 GMT) et auront à choisir entre huit candidats.

Les résultats définitifs ne seront pas publiés avant au moins une semaine. Parmi les huit candidats en lice, le président sortant Paul Biya, 85 ans, qui, invisible physiquement durant la campagne hormis un meeting dans l'Extrême-Nord, a été omniprésent dans les débats et sur les affiches collées par milliers partout dans le pays.

Grâce à un maillage territorial imposant et sans pareil de son parti, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), les soutiens du président-candidat ont sillonné le pays durant la campagne d'une élection qui lui semble acquise.

Mais, à 48 heures du vote, un coup de théâtre a surpris le monde politique camerounais: pour la première fois depuis la présidentielle de 1992, deux opposants de poids ont formé une coalition contre Biya. Maurice Kamto, candidat majeur de l'opposition à la présidentielle camerounaise, au cours d'un meeting à Yaoundé le 30 septembre 2018 / AFP Maurice Kamto, candidat majeur de l'opposition à la présidentielle camerounaise, au cours d'un meeting à Yaoundé le 30 septembre 2018 / AFP Akere Muna, ancien bâtonnier du Cameroun, s'est désisté en faveur de Maurice Kamto, candidat majeur de l'opposition, ancien ministre délégué à la Justice (2004-2011) et transfuge du parti au pouvoir. - Bulletins Muna malgré le retrait - Elecama, l'organe qui organise l'élection, a cependant refusé que les bulletins portant le nom de M. Muna soient retirés, estimant que le retrait de sa candidature avait été trop tardif et n'était pas prévu par la loi.

Deux autres candidats sortent du lot et peuvent espérer un score significatif: Joshua Osih, candidat du Social democratic front (SDF, principal parti d'opposition) malgré une campagne timorée, et Cabral Libii, benjamin de l'élection à 38 ans, qui a fortement mobilisé dans ses meetings. Dans le conflit en zone anglophone, plus de 175 membres des forces de défense et sécurité camerounaises ont été tués ainsi que plus de 400 civils, selon les ONG. Aucun bilan n'est disponible du côté séparatiste.

Epave d'un véhicule récemment incendié à Buea, capitale de la province anglophone camerounaise du Sud-Ouest, le 3 octobre 2018 / AFP Epave d'un véhicule récemment incendié à Buea, capitale de la province anglophone camerounaise du Sud-Ouest, le 3 octobre 2018 / AFP La tenue du scrutin paraît très incertaine dans ces régions où plus de 300.000 personnes ont dû fuir leur domicile. L'insécurité y a pris le pas sur la campagne: aucun candidat ne s'est rendu à Buea ou à Bamenda, et les coups de feu y ont remplacé les traditionnels avertisseurs de voitures et sonos de meetings.

AFP
